

Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (1980)

Heft: 548

Rubrik: À suivre

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 30.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

lence scientifique, la réputation et la position des signataires avec le contenu de la lettre en question, c'est l'extraordinaire faiblesse de l'argumentation et la naïveté de l'analyse.

UN RÈGLEMENT DE COMPTES

Là où la situation demandait une étude objective, nous ne trouvons en fait qu'un règlement de comptes, profondément subjectif, qui tend à faire croire à un âge d'or avant la loi de 1973! Il faut avoir décidément la mémoire bien courte, ou beaucoup de myopie intellectuelle, pour avoir ainsi oublié ce qu'ont pu être dans le passé les séances du Sénat de l'Université, et condamner les intrigues et les palabres du présent au nom de l'efficacité dont auraient fait preuve précédemment les professeurs lorsqu'ils dirigeaient seuls la maison.

En soi, la «lettre ouverte» des cinq professeurs n'est donc guère intéressante, si ce n'est qu'elle dit tout haut ce que pensent probablement une majorité de professeurs ordinaires et extraordinaire, malgré les affirmations de l'association qui les réunit, malgré les affirmations du recteur.

Il reste que la démarche, l'appel à l'opinion

publique, est elle-même intéressante et révélatrice de l'atmosphère politique actuelle à Genève.

Les signataires n'ont pas caché — et avec eux ceux qui les soutiennent — qu'ils ont cherché à influencer les autorités au moment où le Grand Conseil entame la révision de la loi universitaire, révision pour laquelle un certain nombre de projets, partiels, ont été déposés par les libéraux, les socialistes et les démocrates-chrétiens. Il suffit de rappeler qu'en 1973, le Grand Conseil a élaboré la loi actuelle sans tenir compte des remarques et des suggestions du rectorat d'alors. Mais le corps professoral, ou certains de ses membres n'avaient pas osé bouger publiquement. Aujourd'hui, entre les intentions de la droite au Parlement et les nostalgies sans mémoire de certains enseignants universitaires, il y a plus qu'une coïncidence.

Car si les cinq signataires de la «lettre ouverte» n'avaient été mus que par une volonté de réforme et le souci du bien général, et non par le ressentiment, la politique ou la volonté de puissance, ils se seraient gardés d'un geste aussi intentionnellement violent, qui ne peut avoir d'autre interprétation que politique, quoi qu'ils disent.

suisses ont transféré à l'étranger une partie de leurs activités (réduisant ainsi au chômage des ouvriers de chez nous), non pas pour tourner des dispositions trop restrictives, mais simplement parce que *la main-d'œuvre à l'étranger est meilleur marché et que les ouvriers s'y trouvent sans défense*.

A ce propos, je lis avec intérêt dans *Retournez les fusils*, de Ziegler: «En 1977, près de 70% des cadres, employés et ouvriers des dix plus grandes sociétés industrielles suisses travaillaient à l'étranger, ainsi que 67% des cadres, ouvriers et employés des cinquante plus grandes sociétés suisses. Le

mouvement des déplacements des installations de production (1978-79-80) s'accélère sans cesse.» (p. 144)

Et plus loin:

«Dans toute l'Europe occidentale, et notamment en Italie, en France, en Allemagne, en Suisse, des centaines de milliers d'emplois vont être supprimés au cours des années qui viennent par suite — je le répète — du transfert de la production industrielle dans les pays du tiers monde et de la concurrence encore plus intense que subiront les produits d'Europe (...). Cette situation entraîne (...) des

dangers mortels. Sans une riposte énergique, sans une théorie claire du processus, les travailleurs de France, de Suisse, d'Allemagne, d'Italie, d'Angleterre vont tenir pour responsables de leur chômage et de la perte de leur pouvoir d'achat les ouvriers du tiers monde. Ils risquent de réagir à cette situation intolérable par l'arme la plus vieille, la plus terrible: le racisme, la xénophobie.» (pp. 154-46) Du moins, telle de ces industries pourrait-elle tenter de se justifier «en invoquant les «bienfaits» que constitueraient, pour les pays du tiers monde, les transferts de technologie impliqués dans la transplantation de la production industrielle d'Europe vers les pays d'outre-mer.»

Ziegler montre qu'en fait, il n'en est rien. Et il est bien clair qu'en tout cas, ce n'est pas le cas lorsqu'il s'agit de l'industrie des armements.

Redisons-le: les partisans de l'exportation des armes ruinent le crédit de la Suisse; ils affaiblissent la défense nationale en affaiblissant l'économie suisse, en sapant la solidarité confédérale et en mettant en danger notre (relative) stabilité sociale.

J. C.

A SUIVRE

Vaste mouvements de roches dans les grands conseils d'administration helvétiques. Parmi les arrivées les plus remarquées, celle de Philippe de Weck qui, libéré de ses activités bancaires, occupera un siège d'administration à Oerlikon-Bührle.

* * *

Le mensuel de gauche «das konzept» est parfois provocateur, ce qui déplaît évidemment à pas mal de monde. Dans une invitation à s'abonner il rappelle, fort justement: «Das Konzept est ein Stück Presse Freiheit» (das konzept fait partie de la liberté de la presse). «Domaine Public» aussi, espérons-le.

* * *

Le quotidien zurichois «Tages-Anzeiger» accorde un tarif de faveur aux étudiants qui s'abonnent (une simple copie de la carte de légitimation est requise à cette occasion).